

Redressement judiciaire des éditions France Loisirs

Le **1^{er} décembre 2017**, les éditions France Loisirs ont été mises en redressement judiciaire par jugement du Tribunal de commerce de Paris.

Une période d'observation a été ouverte et a expiré le 1^{er} juin 2018. Cette période d'observation permet d'établir un diagnostic de la société d'édition. L'administrateur judiciaire établit les capacités financières de l'entreprise et étudie avec le dirigeant les axes possibles de redressement. A l'issue de cette période, plusieurs hypothèses sont à envisager : le prolongement de la période d'observation, le redressement de la société, la cession de la société et/ou sa liquidation.

La période d'observation a été renouvelée à trois reprises.

Le 28 décembre 2018, le tribunal de commerce de Paris a arrêté un **plan de redressement de dix années** des éditions France Loisirs qui a mis fin à la période d'observation. Un plan de redressement est adopté lorsque l'entreprise est jugée en mesure de redresser la situation. Pendant la durée du plan, les contrats d'édition continuent de produire leurs effets.

Monsieur Adrien Diaconnu est désigné pour l'exécution du plan.

Madame Hélène Bourbouloux, de la SELARL FHB, et Madame Aurélia Perdereau, de la SCP Thévenaux Partners Administrateurs Judiciaires sont nommées commissaires à l'exécution du plan.

Maître Stéphane Gorrias, du cabinet SCP BTSG, et Maître Valérie Leloup-Thomas, du cabinet SELAFA MJA, sont nommés mandataires judiciaires des éditions France Loisirs.